



Organe subsidiaire de mise en œuvre

**Ateliers régionaux virtuels de formation pratique
sur les dispositifs de mesure, notification et vérification
en place au titre de la Convention et sur le cadre
de transparence renforcé prévu dans l'Accord de Paris**

Rapport du secrétariat

Résumé

Dans le cadre de son plan de travail pour 2020, le Groupe consultatif d'experts devait organiser trois ateliers régionaux de formation pratique sur les dispositifs de mesure, de notification et de vérification en place au titre de la Convention et sur le cadre de transparence renforcé prévu dans l'Accord de Paris. Compte tenu des circonstances liées à la maladie à coronavirus 2019, il a décidé d'organiser des ateliers virtuels. L'objectif principal des ateliers était de renforcer la capacité technique des experts des pays en développement parties de mettre en œuvre les dispositifs de mesure, de notification et de vérification en place et de comprendre les modalités, procédures et lignes directrices aux fins du cadre de transparence renforcé, en vue de faciliter la préparation des pays en développement parties à la mise en œuvre du cadre. Le présent rapport rend compte des travaux menés au cours de ces ateliers et présente un résumé des débats.



Abréviations et acronymes

COP	Conférence des Parties
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
ALC*	Amérique latine et Caraïbes
CDN	Contribution déterminée au niveau national
REDD+	Réduction des émissions dues à la déforestation ; réduction des émissions dues à la dégradation des forêts ; conservation des stocks de carbone forestier ; gestion durable des forêts ; augmentation des stocks de carbone forestier (décision 1/CP.16, par. 70)
Lignes directrices révisées du GIEC (1996)	<i>Lignes directrices révisées du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (1996)</i>
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux actualisés	« Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux actualisés des Parties non visées à l'annexe I de la Convention »
Lignes directrices 2006 du GIEC	<i>Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre</i>

* Utilisé exclusivement dans la figure.

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa vingt-quatrième session, la Conférence des Parties (COP) a décidé de proroger le mandat du Groupe consultatif d'experts de huit ans, soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2026¹. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris a décidé que le Groupe consultatif d'experts concourrait à l'application de l'Accord de Paris, à compter du 1^{er} janvier 2019, pour appuyer la mise en œuvre du cadre renforcé de transparence².

2. Ayant constaté que le fait de prendre part aux dispositifs de mesure, notification et vérification en place, y compris l'élaboration et la soumission des communications nationales et des rapports biennaux actualisés et la participation au processus de consultation et d'analyse au niveau international, constituait une base solide pour la préparation des pays en développement parties à la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé, le Groupe consultatif d'experts a décidé à sa 3^e séance d'organiser, dans le cadre de son plan de travail pour 2020³, trois ateliers régionaux de formation pratique portant sur la mise en œuvre des dispositifs de mesure, notification et vérification en place et sur la compréhension des modalités, procédures et lignes directrices aux fins du cadre de transparence renforcé⁴.

3. Par la suite, il est devenu évident qu'en raison des circonstances liées à la COVID-19, il ne serait pas possible de tenir en présentiel les ateliers régionaux de formation pratique prévus en 2020. Tout en étant pleinement conscient que des ateliers en distanciel ne pouvaient pas remplacer des ateliers en présentiel, le Groupe consultatif d'experts a décidé, à sa 3^e séance virtuelle ad hoc, qui s'est tenue le 22 juillet 2020, d'organiser les ateliers prévus selon des modalités virtuelles, estimant que ceux-ci revêtiraient quand même un grand intérêt.

4. À sa dix-neuvième session, la COP a demandé au Groupe consultatif d'experts de présenter chaque année un rapport intérimaire sur ses activités à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) pour que celui-ci l'examine aux sessions qui se tiendraient à l'occasion des sessions de la COP⁵.

B. Objet du présent rapport

5. Le présent rapport, établi au titre de la communication annuelle par le Groupe consultatif d'experts d'informations sur l'avancement de ses travaux⁶, résume le déroulement des trois ateliers régionaux de formation pratique organisés en 2020, ainsi que les débats qui s'y sont tenus.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

6. Le SBI sera invité à examiner ce rapport et à donner, le cas échéant, des directives au Groupe consultatif d'experts.

II. Délibérations

7. En octobre-novembre 2020, compte tenu des différences de langue et de fuseau horaire entre les régions, le Groupe consultatif d'experts a organisé sept ateliers régionaux virtuels de formation pratique sur les dispositifs de mesure, notification et vérification en

¹ Décision 11/CP.24, par. 1.

² Décision 18/CMA.1, par. 15.

³ Voir <https://unfccc.int/documents/232029>.

⁴ Figurant en annexe à la décision 18/CMA.1.

⁵ Décision 19/CP.19, par. 7.

⁶ Voir le document FCCC/SBI/2020/15 contenant le rapport intérimaire de 2020 du Groupe consultatif d'experts.

place et sur le cadre de transparence renforcé (voir le tableau 1). Au total, 296 participants⁷ (45 % de femmes et 55 % d'hommes) provenant de 108 pays en développement ont été formés lors de ces ateliers.

Tableau 1

Ateliers régionaux virtuels de formation pratique du Groupe consultatif d'experts organisés en 2020

<i>Dates</i>	<i>Horaire^a</i>	<i>Région(s)/ sous-région(s)</i>	<i>Langue</i>	<i>Nombre de pays représentés</i>	<i>Nombre de participants (femmes/hommes)</i>	<i>Nombre de personnes ressources du Groupe consultatif d'experts</i>
13-15 octobre		Asie-Pacifique Europe orientale Europe occidentale et autres pays	Anglais	24	67 (29/38)	6
20-22 octobre	23 heures -2 heures	Pacifique	Anglais	8	18 (12/6)	3
27-29 octobre		Afrique Amérique latine et Caraïbes	Anglais	30	68 (38/30)	5
3-5 novembre	10 heures-13 heures	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Arabe	9	24 (10/14)	2
3-5 novembre	16 heures-19 heures	Afrique Amérique latine et Caraïbes	Français	14	50 (8/42)	4
10-12 novembre		Europe orientale Amérique latine et Caraïbes Europe occidentale et autres pays	Espagnol	17	52 (29/23)	2
17-19 novembre	10 heures à 13 heures	Asie et Europe orientale	Russe	6	17 (7/10)	2

^a Heure d'Europe centrale.

A. Généralités

8. Les renseignements donnés par les pays en développement parties dans leurs communications nationales et leurs rapports biennaux actualisés, l'enquête lancée en 2019 par le Groupe consultatif d'experts pour faire un état des lieux et l'analyse technique des rapports biennaux actualisés ont fait ressortir que les experts nationaux avaient toujours besoin de renforcer leurs capacités de mettre en œuvre les dispositifs de mesure, notification et vérification en place.

9. Pour préparer la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé et la transition vers ce cadre, il était nécessaire de renforcer les capacités dans les domaines clefs suivants, en améliorant :

a) La connaissance des modalités, procédures et lignes directrices aux fins du cadre de transparence renforcé ;

b) La compréhension de la façon dont les dispositifs de mesure, notification et vérification en place avaient été améliorés aux fins du cadre de transparence renforcé, et la meilleure manière de répondre aux nouvelles exigences en matière de notification ;

⁷ Nombre de participants inscrits et connectés ; dans certains cas, il est possible qu'une seule connexion ait servi à plus d'une personne.

c) La connaissance et la capacité technique d'utiliser des méthodes et des outils, tels que :

i) Ceux permettant de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre et dans la réalisation des CDN ;

ii) Les Lignes directrices 2006 du GIEC, qui remplaçaient progressivement les Lignes directrices révisées du GIEC (1996) ;

d) Les processus de collecte et de gestion des données pour l'établissement de rapports au titre de la Convention et de l'Accord de Paris en les formalisant et/ou en les normalisant et en étudiant les synergies avec d'autres processus nationaux de notification.

10. Malgré les dispositions relatives à la flexibilité inscrites dans l'Accord de Paris et détaillées dans les modalités, procédures et lignes directrices, de nombreux pays en développement parties s'attendaient à ce que des efforts considérables soient nécessaires pour assurer la transition des dispositifs de mesure, notification et vérification en place vers le cadre de transparence renforcé. Pour ces Parties, la précision et la portée accrues des informations à communiquer aux fins du cadre de transparence renforcé impliquaient que des ressources importantes devraient être consacrées à la satisfaction des nouvelles exigences.

11. Dans le même temps, ces Parties ont constaté que leur participation aux dispositifs de mesure, notification et vérification en place, y compris l'élaboration et la soumission des communications nationales et des rapports biennaux actualisés et la participation au processus de consultation et d'analyse au niveau international, constituait une base solide pour préparer la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé. Les efforts qu'elles déployaient pour améliorer leurs communications nationales et leurs rapports biennaux actualisés pouvaient faciliter cette préparation, en vue non seulement de communiquer des informations dans les rapports biennaux au titre de la transparence, mais aussi de participer à l'examen technique par des experts et à l'examen multilatéral, axé sur la facilitation, des progrès accomplis.

B. Objectif

12. S'agissant des questions évoquées aux paragraphes 9 et 10 ci-dessus, l'objectif principal des ateliers régionaux virtuels de formation pratique était, en organisant des discussions et exercices interactifs, de renforcer dans la mesure du possible la capacité technique des experts des pays en développement parties de mettre en œuvre les dispositifs de mesure, notification et vérification en place et de comprendre les modalités, procédures et lignes directrices aux fins du cadre de transparence renforcé, afin de mieux préparer ces Parties à la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé, en venant compléter les efforts du Groupe consultatif d'experts à cet égard.

13. Plus précisément, les participants devaient, à l'issue de la formation, acquérir :

a) Une meilleure compréhension des dispositifs de mesure, notification et vérification en place ;

b) Une bonne connaissance des modalités, procédures et lignes directrices aux fins du cadre de transparence renforcé ;

c) L'aptitude à expliquer comment les dispositifs de mesure, notification et vérification en place avaient été améliorés afin de soutenir la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé ;

d) La capacité de recenser les lacunes et les besoins en matière de renforcement des capacités dans la planification et la préparation de la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé.

C. Structure

14. La formation s'est déroulée selon des modalités virtuelles grâce à Microsoft Teams, et des documents complémentaires ont été envoyés par courriel ou ont été mis à disposition en ligne. Un canal a été créé dans Microsoft Teams pour que les participants puissent interagir les uns avec les autres en utilisant les fonctions de vidéoconférence et de conversation tout au long de l'atelier. Les supports de formation et les exposés ont été mis à la disposition des participants avant l'atelier (voir les paragraphes 17 et 18 ci-dessous). Des services d'interprétation linguistique ont été assurés pour certains ateliers.

15. La formation était destinée aux experts qui participaient activement à l'élaboration des communications nationales, des rapports biennaux actualisés et des inventaires nationaux de GES ainsi qu'à la préparation de la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé. Le Groupe consultatif d'experts a vivement encouragé les coordonnateurs nationaux à tenir compte du genre lors de la désignation des participants.

16. La formation était structurée en trois phases – préparation, atelier et suivi – qui s'étendaient sur deux semaines dans chaque cas. Chaque atelier s'est déroulé sur trois jours, à raison d'une séance virtuelle de trois heures par jour.

1. Supports de formation

17. Quatre vidéos préenregistrées ont été mises à la disposition des participants – en anglais, arabe, espagnol, français et russe – sur la chaîne YouTube de la Convention⁸ afin que ceux-ci puissent se préparer à la formation :

a) **Introduction et présentation générale du cadre de transparence renforcé** : présentation générale des dispositifs de mesure, notification et vérification en place et du cadre de transparence renforcé ;

b) **Établissement de rapports au titre du cadre de transparence renforcé** : présentation générale des dispositions relatives à l'établissement de rapports au titre du cadre de transparence renforcé selon les modalités, procédures et lignes directrices et de la manière dont les dispositifs de mesure, notification et vérification en place pouvaient soutenir la transition vers le cadre de transparence renforcé ;

c) **Éléments fondamentaux des modalités, procédures et lignes directrices** : présentation générale de ces éléments, y compris les dispositions relatives à la flexibilité, aux dispositifs institutionnels et à l'amélioration continue de la notification ;

d) **Liens – comment le cadre de transparence renforcé concourait-il à l'application de l'Accord de Paris** : présentation générale des liens explicites entre le cadre de transparence renforcé et d'autres éléments de l'Accord de Paris, tels que les CDN, les rapports sur l'adaptation, le bilan mondial et le Comité chargé de la mise en œuvre et du respect des dispositions de l'Accord de Paris.

18. En outre, le Groupe consultatif d'experts a élaboré et mis à disposition des exposés techniques⁹ sur :

a) **Les principaux aspects des dispositifs de mesure, notification et vérification en place et la façon dont ceux-ci pouvaient être améliorés pour soutenir la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé** : les principaux points communs et les principales différences entre les dispositions relatives à la notification dans les « Directives FCCC pour l'établissement des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention » et les Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux actualisés ainsi que les modalités, procédures et lignes directrices, y compris les débats sur les exigences liées aux termes « doit » et « devrait » et les dispositions relatives à la flexibilité à accorder aux pays en développement parties remplissant les conditions requises ;

⁸ <https://www.youtube.com/watch?v=N3dg8sDsnYA&list=PLBcZ22cUY9RLLBHnq3xwvt1fq3qPqcxWb>.

⁹ Disponible à l'adresse <https://unfccc.int/process/bodies/constituted-bodies/consultative-group-of-experts/calendar-of-meetings/archive-of-meetings>.

b) **Les considérations clefs pour la transition vers la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé**: instauration de dispositifs institutionnels durables et planification des améliorations à apporter aux dispositifs de mesure, notification et vérification en place pour préparer la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé.

19. En outre, le Groupe consultatif d'experts a mis au point un exercice pratique visant à aider les participants à : 1) connaître l'état actuel de la procédure d'établissement de leurs rapports nationaux et les exigences en matière de notification aux fins du cadre de transparence renforcé ; 2) entreprendre une évaluation rapide comparant la procédure d'établissement de leurs rapports nationaux et les exigences en matière de notification aux fins du cadre de transparence renforcé ; et 3) recenser les priorités et l'appui dont ils avaient besoin dans la planification et la préparation de la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé.

2. Atelier

20. Le premier jour de l'atelier a commencé par un exposé liminaire du Président du Groupe consultatif d'experts, suivi d'une récapitulation de la phase préparatoire et de deux séances d'information interactives qui ont donné lieu à un examen approfondi des sujets mentionnés au paragraphe 18 ci-dessus. La journée s'est terminée par une présentation de l'exercice en groupes restreints qu'il était prévu d'organiser le deuxième jour, notamment la manière dont les discussions seraient animées.

21. Le deuxième jour, les participants ont travaillé en groupes restreints. Chaque groupe a reçu une étude de cas au sujet de laquelle il était chargé de réaliser une évaluation rapide comparant la manière dont les rapports étaient établis selon les dispositifs de suivi, notification et vérification (des communications nationales et/ou des rapports biennaux actualisés) et les modalités, procédures et lignes directrices pour l'établissement des inventaires de GES, les informations sur l'appui nécessaire et/ou reçu, le suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre et la réalisation des CDN, ainsi que l'évaluation de l'adaptation.

22. Chaque groupe a recensé les principaux domaines où les capacités institutionnelles et techniques devraient être renforcées pour soutenir la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé, a formulé des solutions (priorités) pour aborder ces domaines clefs, a défini l'appui nécessaire à la mise en œuvre des priorités définies et a élaboré un plan prévoyant des actions prioritaires.

23. Le troisième jour, chacun des groupes restreints a rendu compte de ses conclusions et de son expérience, donnant lieu à un débat qui a été suivi d'une séance de questions et réponses. L'atelier a ensuite été clos par le Président du Groupe consultatif d'experts.

III. Résultats des débats

A. Récapitulation de la phase préparatoire

24. Au cours de la phase préparatoire, des supports de formation ont été mis à la disposition des participants. Ils présentaient les dispositifs de mesure, notification et vérification en place et du cadre de transparence renforcé afin d'aider à comprendre l'intensité et l'étendue des changements dans les renseignements à communiquer. Ils donnaient des informations sur les principes directeurs des modalités, procédures et lignes directrices et les dispositifs institutionnels requis pour la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé, ainsi que des détails sur les modalités, procédures et lignes directrices qui concernaient les inventaires de GES, le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des CDN, l'adaptation, l'appui, l'examen technique par des experts et l'examen multilatéral, axé sur la facilitation, des progrès accomplis. Les participants ont également été informés des liens existant entre le cadre de transparence renforcé et d'autres éléments de l'Accord de Paris, tels que les communications sur l'adaptation et le bilan mondial. Forts de ces informations, ils ont préparé la phase suivante de la formation en réfléchissant aux dispositifs

institutionnels en place dans leur pays et à la manière dont ceux-ci pourraient être améliorés dans l'optique de la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé.

25. Pendant la récapitulation, les participants ont demandé des éclaircissements sur divers aspects des informations fournies dans les supports. Les demandes d'éclaircissement sur les sujets suivants étaient communes à toutes les régions : la possibilité de recevoir un appui à la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé et comment en bénéficier ; les différences entre les dispositifs de mesure, notification et vérification en place et le cadre de transparence renforcé dans le détail ; les délais de soumission des CDN et des principaux processus relatifs à la transparence ; les principaux avantages potentiels du cadre de transparence renforcé pour les pays ; et la mise en place de dispositifs institutionnels solides pour la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé.

26. Les questions posées étaient les suivantes :

- a) Quels éléments des activités REDD+ seraient consignés dans l'annexe technique du cadre intégré renforcé ?
- b) L'équipe chargée de l'examen technique par des experts procéderait-elle à des examens des rapports biennaux au titre de la transparence dans le pays ou sur dossier ?
- c) Quand accorder une certaine flexibilité aux pays en développement parties qui en avaient besoin compte tenu de leurs capacités et à qui ? Et comment justifier cette flexibilité ?
- d) Pourquoi les dates limites de soumission du dernier rapport biennal actualisé et du premier rapport biennal au titre de la transparence étaient-elles toutes deux en 2024 ?
- e) Comment élaborer des scénarios de référence et d'atténuation en veillant à ce que les résultats des mesures d'atténuation répondent aux attentes¹⁰ ?

B. Séances d'information interactives

27. Un exposé a comparé les principaux dispositifs en matière de transparence prévus par la Convention à ceux prévus par l'Accord de Paris. Il a été suivi d'un point sur le nombre de communications nationales et de rapports biennaux actualisés reçus à cette date en provenance de chaque région. Depuis 2010, de plus en plus de pays en développement parties ne se reportaient plus aux Lignes directrices révisées du GIEC (1996) pour établir leurs inventaires de GES, mais aux Lignes directrices 2006 du GIEC : certains avaient achevé la transition, tandis que d'autres utilisaient une combinaison des deux en raison des délimitations sectorielles, de la disponibilité des données ou des processus de gestion des données. Le fait que les pays en développement parties suivaient les Lignes directrices 2006 du GIEC a été mis en avant comme un exemple des progrès accomplis dans la transition vers le cadre de transparence renforcé. Les discussions ont également porté sur les délais de soumission des rapports biennaux actualisés finals et des premiers rapports biennaux au titre de la transparence, ainsi que sur la marge de manœuvre laissée aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement pour respecter ces délais.

1. S'appuyer sur les dispositifs de mesure, notification et vérification en place

28. La première séance d'information interactive a porté sur la manière dont le cadre de transparence renforcé s'appuyait sur les dispositifs de mesure, notification et vérification en place et les améliorerait, par exemple en exigeant la communication de davantage de renseignements (« doit ») dans les modalités, procédures et lignes directrices par rapport aux Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux actualisés ; en accordant dans les modalités, procédures et lignes directrices une certaine flexibilité aux pays en développement parties qui en avaient besoin compte tenu de leurs capacités ; en soulignant la nécessité pour les pays de recenser et de mettre à jour régulièrement des domaines à

¹⁰ Eu égard aux dispositions des modalités, procédures et lignes directrices encourageant les pays en développement à établir des projections des émissions et des absorptions de GES (décision 18/CMA.1, annexe, par. 92).

améliorer et d'en rendre compte, dans la mesure du possible, en particulier lorsqu'ils profitaient d'une certaine flexibilité ; et en faisant le lien entre le processus d'établissement de rapports aux fins du cadre de transparence renforcé et le Comité chargé de la mise en œuvre et du respect des dispositions de l'Accord de Paris.

2. Améliorer les dispositifs institutionnels pour la transition vers le cadre de transparence renforcé

29. La deuxième séance d'information interactive a porté sur la manière dont les dispositifs institutionnels pourraient être renforcés afin de soutenir la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé : il était essentiel que les dispositifs institutionnels soient solides pour que les pays communiquent des informations fiables, complètes et actualisées et pour que les améliorations apportées à l'établissement des rapports soient durables. Les dispositifs institutionnels étaient propres à chaque pays et tenaient compte de la situation nationale. Par conséquent, chaque pays devait réfléchir à ses propres dispositifs institutionnels et trouver des moyens de mettre en place des équipes intersectorielles (entre les ministères et entre les organismes publics et les organisations du secteur privé) qui amélioreraient la collecte et le flux des données nécessaires à l'établissement des rapports. Dans ce contexte, les pays pouvaient également avoir besoin de renforcer leurs cadres juridiques et procéduraux afin de donner aux institutions et acteurs concernés le mandat leur permettant de formaliser les rôles et responsabilités des équipes intersectorielles. Il était essentiel de renforcer les capacités tant institutionnelles que techniques à cet égard. De plus, seule l'adhésion des autorités à un niveau élevé permettrait de mettre en place des dispositifs institutionnels solides pour soutenir la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé. Comme les pays « apprenaient en faisant » et apprenaient les uns des autres, des dispositifs institutionnels solides rendaient possible l'internalisation des connaissances, renforçant ainsi les capacités et contribuant ainsi à améliorer l'établissement des rapports au fil du temps.

30. Parmi les questions couramment soulevées par les participants demandant des éclaircissements figuraient les suivantes :

- a) Quand, au plus tôt, le rapport biennal au titre de la transparence pouvait-il être établi ?
- b) Les pays en développement devaient-ils obligatoirement communiquer des informations sur l'appui dont ils avaient besoin et qu'ils avaient reçu sur le plan financier, dans le domaine de la mise au point et du transfert de technologies et en matière de renforcement des capacités ?
- c) Existait-il un exemple de dispositifs institutionnels efficaces que les pays pouvaient utiliser comme modèle ?
- d) Que pouvaient faire les experts nationaux en l'absence de volonté politique d'établir un cadre de transparence opérationnel ?

C. Travaux en groupes restreints

31. Après une présentation de l'objectif et des modalités de travail des groupes restreints constitués dans le cadre de l'exercice pratique, les participants ont été affectés à leurs groupes (voir le tableau 2). Les groupes ont été formés en tenant compte, dans la mesure du possible, des intérêts des participants indiqués dans une enquête préalable à l'atelier. Les membres du Groupe consultatif d'experts et les personnes ressources ont joué le rôle de facilitateurs. Les responsables des études de cas nationales (les participants qui s'étaient portés volontaires pour partager l'expérience de leur pays) ont présenté leur expérience au groupe restreint concerné, qui en a discuté et a accompli les tâches requises. Les rapporteurs désignés ont rendu compte des résultats des discussions qui avaient eu lieu dans leurs groupes restreints respectifs.

Tableau 2
Composition des groupes restreints dans le cadre de l'exercice pratique

Atelier	Inventaires de GES	Suivi des CDN	Adaptation	Appui
Asie-Pacifique				
Europe orientale				
Europe occidentale et autres pays	Premier groupe : 9 Deuxième groupe : 9	Premier groupe : 1 Deuxième groupe : 10	6	9
Pacifique (anglais)	8	Aucun groupe	Aucun groupe	8
Afrique, Amérique latine et Caraïbes (anglais)	Premier groupe : 10 Deuxième groupe : 13	12	8	7
Moyen-Orient et Afrique du Nord (arabe)	11	13	Aucun groupe	Aucun groupe
Afrique, Amérique latine et Caraïbes (français)	14	12	13	5
Amérique latine et Caraïbes, Europe orientale, Europe occidentale et autres (espagnol)	16	16	9	5
Asie et Europe orientale (russe) ^a	8	Aucun groupe	Aucun groupe	Aucun groupe

^a En raison du petit nombre de participants à cet atelier, un seul groupe restreint a été constitué.

1. Inventaires de gaz à effet de serre

32. L'exercice pratique en groupes restreints avait permis d'adopter une approche progressive utile pour connaître et comprendre le processus de notification des inventaires de GES conformément aux modalités, procédures et lignes directrices. De nombreux participants ont dit qu'ils souhaitaient analyser les rapports de leur propre pays afin de cerner les domaines clés dans lesquels la notification des inventaires de GES pouvait être améliorée.

33. Les participants de la région Pacifique ont discuté de leur expérience commune et ont recensé les domaines où des améliorations pourraient être apportées pour renforcer les dispositifs institutionnels en place dans la préparation de la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé, à savoir : appliquer une approche systématique en matière de collecte et de gestion des données, formaliser la participation des parties prenantes des secteurs public et privé, centraliser la collecte et la validation des données, et veiller à ce que le budget alloué à l'amélioration des dispositifs institutionnels prenne en compte les ressources nécessaires à l'établissement d'un plan d'action.

34. Les participants à l'atelier francophone pour l'Afrique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes ont jugé nécessaire d'augmenter le nombre d'experts sectoriels prenant part à l'établissement des inventaires de GES et à rendre les experts nationaux plus aptes à utiliser le logiciel d'inventaire du GIEC.

35. Les participants à l'atelier du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont souligné la nécessité de constituer un fichier régional d'experts.

36. Les participants à l'atelier en langue russe pour l'Asie et l'Europe orientale ont évoqué le besoin de supports de formation supplémentaires en russe, notamment concernant les Lignes directrices 2006 du GIEC, le logiciel d'inventaire du GIEC et la gestion des données.

37. Les participants ont également cerné les domaines dans lesquels un appui était nécessaire, notamment : le soutien technique ; la coopération Sud-Sud et son renforcement ; l'utilisation de la technologie pour la gestion des données (par exemple, les systèmes en ligne et les bases de données) ; la compréhension et l'application des méthodes et des procédures de collecte, de gestion et d'analyse des données ; l'accès à un appui financier suffisant pour l'établissement des rapports biennaux au titre de la transparence.

2. Suivi des progrès accomplis dans le cadre des contributions déterminées au niveau national

38. Les participants ont apprécié les éclaircissements donnés sur les renseignements supplémentaires à communiquer au titre du cadre de transparence renforcé pour suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre et la réalisation des CDN en vertu de l'article 4 de l'Accord de Paris.

39. Les participants tenaient à comprendre quelles dispositions prévoyaient d'accorder une certaine flexibilité aux pays en développement parties qui en avaient besoin compte tenu de leurs capacités. Les participants à l'atelier en anglais organisé pour l'Afrique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes ont déclaré qu'ils voyaient de nombreux obstacles à surmonter pour communiquer les renseignements demandés et qu'un appui serait nécessaire pour qu'ils puissent combler les lacunes initiales en matière d'information dans le rapport biennal au titre de la transparence.

40. Les participants à l'atelier en anglais organisé pour l'Asie et l'Europe orientale ont mentionné le manque de ressources disponibles pour renforcer les capacités techniques locales au sein du bureau du coordonnateur national et des ministères ou organismes responsables de la lutte contre les changements climatiques. Ils ont souligné la nécessité de multiplier les possibilités de formation technique (sur les mesures d'atténuation, les retombées positives des mesures d'adaptation et les plans de diversification économique) et le besoin d'avoir un meilleur accès aux informations sur les outils et les approches qui pourraient les aider à élaborer des scénarios de référence et d'atténuation et à établir des projections d'émissions de GES mieux documentées.

41. Les participants ont partagé l'expérience de leurs pays en matière d'élaboration d'objectifs de CDN, ce qui a mis en évidence le potentiel de collaboration et d'apprentissage avec d'autres pays de la région.

3. Adaptation

42. Les participants ont souligné qu'il serait difficile d'intégrer tous les processus de notification sur l'adaptation afin d'éviter les doubles emplois. Ils ont également considéré que la collecte de données pour la communication de renseignements sur l'adaptation posait problème, et ont estimé qu'un appui financier serait nécessaire pour inciter les parties prenantes à améliorer l'information dans ce domaine.

4. Appui

43. Les participants ont indiqué dans leurs commentaires que les modalités, procédures et lignes directrices exigeaient de plus amples renseignements sur l'appui nécessaire et reçu que les Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux actualisés, et ont estimé que les dispositifs institutionnels relatifs à la collecte des données pertinentes devaient être améliorés et renforcés. Les participants ont engagé des discussions sur la manière dont ces dispositions pourraient être renforcées au niveau national et ont partagé les expériences et les meilleures pratiques des pays. Certains participants ont fait part de leur expérience en matière de sensibilisation des pouvoirs publics et des parties prenantes à la nécessité de collecter des données sur l'appui nécessaire et reçu, tandis que d'autres ont partagé leur expérience sur la manière de recenser les institutions clefs et de les impliquer dans le processus de collecte de données. La plupart des participants étaient d'accord qu'il y avait un grand besoin de renforcer les capacités pour rendre compte de l'appui nécessaire et reçu.

IV. Conclusions

44. Dans leurs commentaires, les participants étaient d'avis que la formation avait réussi à améliorer leur compréhension des dispositifs de mesure, suivi et vérification en place et des modalités, procédures et lignes directrices aux fins du cadre de transparence renforcé.

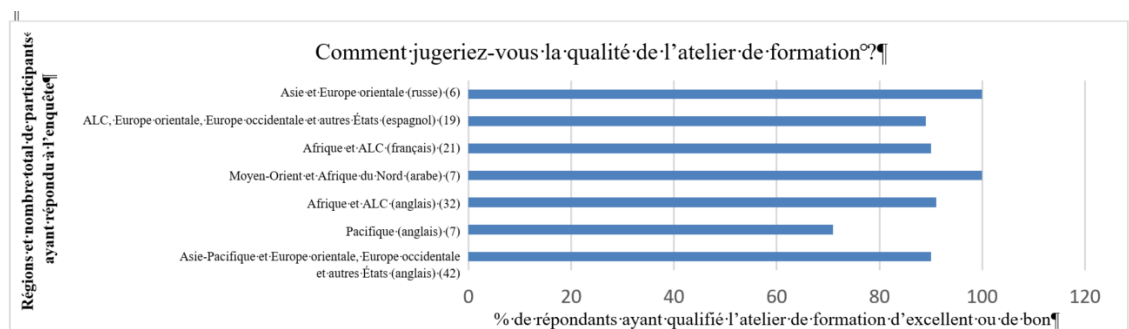
45. Certains participants ont exprimé le souhait d'utiliser les supports de formation pour soumettre leur propre pays à un exercice pratique du même type, afin de recenser les lacunes et les besoins en matière de renforcement des capacités dans la planification et la préparation de la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé.

46. À l'issue de chaque atelier, une enquête a été menée pour recueillir les commentaires des participants. Les répondants ont été invités à donner une évaluation globale de l'atelier en le qualifiant d'excellent, de bon, de moyen ou de mauvais. Il ressort de la figure ci-dessous que plus de 90 % des répondants de la plupart des ateliers ont jugé la formation excellente ou bonne, seul l'atelier consacré à la région du Pacifique ayant enregistré un résultat inférieur (71 % des participants ont jugé la formation excellente ou bonne). Tout en étant conscients des contraintes dues à la COVID-19, les participants étaient d'avis que les ateliers en présentiel seraient plus productifs que les ateliers virtuels. Cette opinion semble liée aux difficultés rencontrées par les participants au cours de la formation virtuelle, lesquelles avaient trait notamment à la connexion à Internet, à l'adaptation aux différents fuseaux horaires et aux possibilités restreintes d'échanger avec les autres participants à l'atelier.

47. Les participants ayant répondu à l'enquête ont proposé d'organiser à nouveau les ateliers de formation virtuels et de faire appel à un plus large éventail d'experts nationaux. Ils ont proposé d'adopter les mesures suivantes pour accroître l'efficacité de ces ateliers à l'avenir :

- a) Réduire la durée de l'atelier afin de conserver tous les participants ;
- b) Allouer davantage de temps au partage de l'expérience des pays et des enseignements qui en avaient été tirés ;
- c) Améliorer la programmation pour mieux tenir compte des différents fuseaux horaires afin que les ateliers virtuels aient lieu à des heures raisonnables pour tous les participants.

Évaluation de la qualité des ateliers régionaux virtuels de formation pratique par les participants



48. Les participants ayant répondu à l'enquête ont proposé que les futurs ateliers de formation sur le cadre de transparence renforcé :

- a) Se concentrent sur des éléments précis des modalités, procédures et lignes directrices ;
- b) Citent des exemples de meilleures pratiques suivies par les pays développés parties dans la mise en place d'un système de mesure, notification et vérification ou dans la transition vers le cadre de transparence renforcé ;
- c) Donnent davantage d'orientations concernant la communication de renseignements sur les CDN, notamment sur l'élaboration d'indicateurs permettant de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre et la réalisation de celles-ci ;
- d) Dispensent une formation sur l'établissement des rapports biennaux au titre de la transparence.

49. Le Groupe consultatif d'experts a remercié toutes les personnes ressources qui ont contribué à la formation, notamment celles des centres régionaux de collaboration, l'équipe du Programme des Nations Unies pour le développement qui soutenait le Programme mondial d'appui pour l'établissement des communications nationales et des rapports biennaux actualisés par les Parties non visées à l'annexe I, et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale de l'ONU.

50. Le Groupe consultatif d'experts a remercié les Parties qui avaient versé une contribution financière à l'appui de ses travaux, notamment pour l'organisation des ateliers régionaux virtuels de formation pratique.
